



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Rapport de synthèse

E. Chantry

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Chantry E. Rapport de synthèse. In: Économie rurale. N°105, 1975. Population et travail agricoles. pp. 17-19;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1975.2313>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1975\\_num\\_105\\_1\\_2313](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_105_1_2313)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## PROBLEMES STATISTIQUES ET METHODOLOGIQUES\*

La réflexion sur la population agricole tout particulièrement la polémique autour de son évolution prévisible (poursuite de la diminution, infléchissement de cette tendance, ou même arrêt) s'alimentent en premier lieu de données chiffrées. Il convenait dès lors de faire le point des différentes sources statistiques disponibles, et surtout de bien cerner les concepts employés, de mettre en garde contre des interprétations trop hâtives de résultats nombreux, mais parfois disparates.

### LES DEUX SOURCES STATISTIQUES PRINCIPALEMENT UTILISEES :

Ce sont les enquêtes sur les structures et les recensements agricoles (RGA de 1955, enquête BS 1963, enquête communautaire 1967, RGA 1970), menés par le SCEES et les recensements de la population (RGP) de l'INSEE (1954, 1962, 1968).

Les **enquêtes agricoles** prennent pour objets de référence les **exploitations agricoles**. Leur champ est très extensif, et correspond, en première approximation, à une approche de **branche** de l'agriculture. Cela implique une grande hétérogénéité quant à la taille et à la structure des unités soumises à enquête. S'y côtoient exploitations grosses ou moyennes tournées vers le marché, et très petites exploitations de complément, vouées surtout à l'autoconsommation.

Partant, la **population agricole P** est elle-même peu homogène. On la définit comme la somme de deux sous-populations de caractéristiques assez différentes, et donc souvent étudiées séparément :

**P 1** : population **familiale** vivant et/ou travaillant dans les exploitations agricoles (chef d'exploitation, membres de sa famille, amis, pensionnaires) ;

**P 2** : **main d'œuvre non familiale**, ayant une activité agricole permanente (l'**activité agricole** est ici prise dans un sens large, incluant quelques travaux ressortissant d'autres branches, telle la transformation des produits agricoles).

La **population agricole active P'** se décompose en  $P' 1 + P' 2$ , où  $P' 1$  est la population agricole ayant réellement une activité agricole sur l'exploitation.

Parmi les actifs agricoles, nombreux sont ceux qui ne travaillent que partiellement, ayant une activité extérieure, étant âgés ou, pour les femmes, consacrant une grande partie de leur temps aux travaux ménagers. Aussi une évaluation un peu précise de la **quantité de travail** absorbée par l'agricul-

ture exigeait que l'on affinât quelque peu les questionnaires, demandant selon les cas :

**Q 1** : le temps de travail, exprimé en jours (de 8 ou 9 heures), passé par chaque individu de la population  $P'$ , ou globalement par grands sous-groupes d'individus (qui peuvent ne pas être inclus dans  $P'$  : par exemple les travailleurs saisonniers).

**Q 2** : l'importance de l'activité, exprimée par une échelle discrète : a) temps complet ; b) temps partiel, subdivisé en plusieurs classes. Moins précise à première vue que Q 1, la rubrique Q 2 est plus rapidement et facilement précisée, renseignée, et donc plus digne de confiance.

Grâce à des clés plus ou moins complexes, des quantités globales de travail sont évaluées, elles sont exprimées en **PAT**, c'est-à-dire en personnes - année - travail (travail fourni par une personne à temps complet en une année). On aurait pu ensuite pondérer ces mesures par la qualité de travail (intensité, complexité) ; cela aurait été hasardeux théoriquement et impraticable sur le terrain. L'utilisation des PAT est déjà fort délicate dans le cadre d'une enquête donnée, pour les raisons signalées plus haut (hétérogénéité du champ d'enquête, technique de saisie). Quand il s'agit d'établir des comparaisons temporelles, les choses s'aggravent, car, aucune méthode ne s'étant imposée dès le début, la définition des PAT a été modifiée à chaque enquête. Ces hésitations seront certes corrigées ; mais au fond rien n'assure que l'on puisse garder une conception figée des PAT, tant les structures agricoles évoluent rapidement. De grosses exploitations ne vont-elles pas bientôt, par le jeu du formidable accroissement de productivité, devenir des exploitations à temps partiel ?

On rejoint là un des grands débats qui divisent les statisticiens.

— N'est-il pas de plus en plus nécessaire de séparer deux types d'exploitations agricoles ?

a) des exploitations marginales, de complément.

b) des exploitations agricoles méritant réellement ce nom, ayant une certaine envergure, pouvant offrir un revenu non négligeable.

\* Ce rapport de synthèse a été préparé par Emmanuel Chantry (SCEES).

— Comment opérer cette distinction ?

Une recherche sur ces points est urgente pour deux raisons.

— La répartition des exploitations selon la S.A.U. semble se modifier structurellement : il y a un alourdissement net des queues de distribution. Les moyennes ont donc une signification plus limitée.

— Masquant en partie ce phénomène, mais rendant encore plus malaisées les comparaisons entre enquêtes, un glissement conjoncturel sans signification intrinsèque, un pur artefact, a gonflé les effectifs des petites exploitations en 1970 : le R.G.A., exhaustif, les a en effet beaucoup mieux enregistrées que les enquêtes précédentes réalisées par sondage. Pour neutraliser l'influence de la qualité de la collecte, il convient là aussi de séparer les exploitations marginales des autres.

Cette séparation, les PAT permettent, grossièrement, de la faire. Il serait même loisible de bâtir là-dessus une **typologie** complète des exploitations agricoles. En fait, la typologie qui sera bientôt utilisée par tous les pays membres de la C.E.E. sera plutôt fondée sur les notions de chiffre d'affaires ou de revenu reconstitués. Mais l'on tirera néanmoins, dans la prochaine enquête structure de 1975, un grand nombre de tableaux ventilés selon le nombre de PAT, qui constitue après tout un critère de tri aussi pertinent que la S.A.U., et pas plus artificiel (la S.A.U. additionne des hectares de landes à moutons et des hectares de serres florales chauffées).

Les PAT permettent également d'établir une jonction avec la deuxième grande source de statistiques démographiques : les **recensements de la population**.

Ceux-ci prennent pour unité de base le **ménage** et classent les individus selon leur "**profession principale**" (sans définir d'ailleurs plus précisément ce terme), les ménages selon la profession principale du chef.

L'on définit alors :

La **population agricole P** comme la population des ménages dont le chef est agriculteur exploitant, salarié agricole, ou ancien agriculteur (exploitant ou salarié).

La **population P'** comme l'ensemble des individus ayant déclaré être, à titre principal, agriculteurs exploitants, aides familiaux, salariés agricoles ou apprentis.

Si la deuxième notion n'est pas d'une interprétation trop difficile, son rapport à la première l'est beaucoup plus, qui se trouve soumis à de profonds remanements : ainsi le nombre d'actifs non agricoles dans P croît assez vite, et dépasse très largement le nombre d'actifs agricoles de P qui, lui, décroît.

Une **étude de l'INRA** sur le **RGP 68** a enrichi la connaissance de cette interpénétration croissante

de l'activité agricole et de l'activité non agricole. Extrayant de la population totale, la population "liée à l'agriculture" (dont un des membres a une activité agricole, ou même seulement dont le logement est situé dans un immeuble siège d'une exploitation agricole), elle a retrouvé en particulier une fraction importante de l'agriculture à temps partiel. En ce domaine, toutefois, la relation entre recensements et enquêtes agricoles est fort complexe. Si les chiffres des recensements de 1962 et 1968 sont comparables à ceux des enquêtes agricoles de 1963 et 1967 en ce qui concerne les actifs masculins travaillant au moins à mi-temps (ou 0,5 PAT), il y a de grosses divergences sur le travail féminin, et de façon générale sur le travail à temps partiel.

Or, l'on gagnerait une masse appréciable d'informations si l'on trouvait le moyen d'enrichir chaque source de l'apport original de l'autre (structure des exploitations, analyse de travail pour les enquêtes agricoles ; activité extérieure, comptes des ménages pour les recensements, ou les enquêtes de l'INSEE portant sur le même champ d'étude).

C'est à cela que visait une opération menée par le SCEES, appelée **enquête raccord**. Celle-ci après appariement d'un échantillon de questionnaires de l'enquête CEE 1967 avec les déclarations faites par les personnes appréhendées en 1967 pour le RGP 1968, en a tiré des coefficients de passage entre individus, ou des exploitations aux ménages ventilés sur une série de critères classiques. La méthode pourrait être reprise en 1975.

Des travaux partant de principes ou besoins différents, mais poursuivant les mêmes objectifs, seraient à mener sur une grande échelle. En les raccordant aux sources étudiées plus haut, on pourrait mieux tirer parti des données issues de formulaires administratifs.

## L'APPORT ORIGINAL

### DES SOURCES ADMINISTRATIVES :

La **Mutualité Sociale Agricole**, pour ses besoins personnels (établissement de budgets prévisionnels), établit des statistiques, qui certes dépendent assez étroitement de la législation en vigueur, mais constituent un excellent outil pour suivre l'**évolution** annuelle de la structure des exploitations et de la population agricole, et cela même pour les niveaux géographiques les plus fins.

Le champ d'étude, ou plutôt les champs : bénéficiaires du secours mutuel, des allocations familiales ou de l'assurance vieillesse, sont forcément différents de ceux des recensements ou des enquêtes agricoles. De façon plus précise, selon un travail réalisé par le service régional de statistique agricole (SRSA) des pays de la Loire, sur le RGA 1970 et le

fichier MSA au 1<sup>er</sup> janvier 1971, le nombre et la répartition par âge ou superficie des chefs des exploitations de plus de 5 ha sont très voisins d'une source à l'autre, tandis que la population familiale active est gonflée dans le RGA, (à moins d'éliminer les personnes travaillant moins du quart du temps complet). En tout cas, des coefficients de passage pourraient être calculés, qui permettraient de compléter de façon heureuse les autres données, à périodicité moins rapprochée, pour un coût modique mais non négligeable quand même. Des formes de collaboration entre la MSA et le Ministère de l'Agriculture sont à trouver, afin de dégager des moyens (informatiques surtout) que la MSA, ne voulant pas compromettre des priorités propres, ne peut financer à elle seule.

Disposant de données plus suivies, analysant de façon plus fine le passé et le présent, on serait à même d'améliorer encore la qualité des projections dont les techniques sont actuellement bien rodées.

## LES GRANDS TYPES DE PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES AGRICOLES :

On peut les classer suivant les sources utilisées et les méthodes : démographie classique, et modèles plus ou moins complexes, faisant intervenir des données extra-démographiques.

Le **SCEES**, pour sa part, a réalisé des projections de la population agricole P 1 pour les 1<sup>er</sup> janvier 1974, 1977 et 1980, fondées sur l'estimation des coefficients d'émigration par génération. Ces quotients sont calculés à partir des données de 1963, 1967 et 1970 lissées par moyennes mobiles, des quotients de mortalité donnés par l'INSEE pour les agriculteurs exploitants de 35 à 69 ans. Les naissances sont évaluées à partir des taux de fécondité en 1971 de la population française totale. De la population P 1 on passe à la population active P' 1 en estimant, pour chaque génération, le taux d'activité moyen, d'après les enquêtes de 1963 et 1970 (les points de 1967 sont considérés comme aberrants).

L'INSEE réalise des projections semblables à partir des recensements de la population, qu'utilise également la **Direction de la Prévision** du Ministère des Finances, dans son modèle **SIMAGRI**.

Ce modèle de simulation à long terme de l'agriculture française comporte un " bloc " démographie, qui travaille sur la population active agricole à titre principal, ventilée suivant 7 classes d'âge, le statut (chefs, aides familiaux, salariés) et, pour la population familiale, 7 classes de superficie. Les taux d'émigration sont expliqués dans des **équations économiques**, intégrant des variables démographiques ou économiques.

Le **taux de départ** annuel moyen serait de **3,9 %** de 1968 à 1985 (ou 1968 à 1980) pour la popula-

tion active totale. Ce taux est très légèrement inférieur à celui calculé par l'INSEE sur 1968-1980. Pour la population familiale active, SIMAGRI donne une diminution de **3,6 %** par an, un peu supérieure (parce que les sources et les définitions sont divergentes) à celle de **3,4 %** obtenue par les projections du SCEES sur 1971-1980 : (mais celles-ci avancent, pour la population active à temps complet, le chiffre de **4,2 %**).

Il semblerait d'autre part que ce taux de diminution soit peu sensible aux influences extérieures : un accroissement de 20 % du revenu brut agricole par rapport à la solution centrale ne freinerait la diminution que de 0,1 % par an. Il est difficile de savoir évidemment si l'on ne dépasse pas, dans de telles manipulations, les limites de validité du modèle. En tout cas, il ne s'agit pas d'un cas isolé : les mêmes constatations ont été faites sur un modèle, dû à la **SEMA**, de prévision pour 1971 de la population agricole active dans les 6 pays de la Communauté (restreinte). Au reste, ce modèle s'est révélé après coup assez efficace ; ainsi, réalisé pour la France à partir des recensements de 1954 et de 1962, il sous-estimait un peu moins le taux de décroissance que les projections classiques de l'INSEE. Très semblable au modèle SIMAGRI (qui pourtant ne s'en est pas inspiré), il présente cette originalité que les variables explicatives, assez variées, ont été retenues en fonction des résultats d'enquêtes sociologiques menées dans quelques régions tests.

C'est précisément ce type d'enquêtes fouillées que souhaite voir se développer l'**Association Normande d'Economie Rurale Appliquée (ANERA)**, maître d'œuvre d'un petit modèle régional de prévision du nombre d'exploitations (réparties selon la SAU et l'âge du chef). Les hypothèses faites sur les modalités de cessation d'activité des agriculteurs, de reprise ou de démembrement des exploitations n'ont pu être étayées de façon solide, faute non pas tant d'enquêtes réellement représentatives dont le coût serait trop prohibitif, que de quelques monographies examinant çà et là, mais de près, les facteurs d'évolution de la population agricole.

Les méthodes de projection, dont il est juste de noter le grand perfectionnement, ne peuvent maintenant s'améliorer qu'avec de nouveaux matériaux. Poursuivant l'effort considérable déjà entrepris, les statisticiens devront les leur fournir en élargissant le domaine de leurs investigations (mais les enquêtes sont très onéreuses ; il faudra développer l'utilisation de toutes les sources administratives), en rectifiant leurs techniques d'enquête, et aussi en refaçonant leurs concepts pour les rendre plus opérants. Ils veilleront à ce que les utilisateurs puissent avoir connaissance, dans les plus brefs délais, à la fois des statistiques disponibles et des commentaires nécessaires à leur correcte interprétation.